



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 19 décembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE SAINT FLORENT**

1 route du pont de vallée, Saint Florent le Vieil  
49410 Mauges-Sur-Loire

Références : 2025-508\_SISF (STÉ INDUSTRIELLE DE ST-FLORENT)\_INSP\_RAP  
Code AIOT : 0006301359

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE SAINT FLORENT implanté 1 route du Pont de Vallée Saint Florent le Vieil 49410 Mauges-sur-Loire. L'inspection a été annoncée le 14/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite de novembre 2025 s'inscrit dans un contexte de visite PPC et aborde le sujet des nuisances sonores pour lesquelles des plaintes sont toujours en cours.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE SAINT FLORENT
- 1 route du Pont de Vallée Saint Florent le Vieil 49410 Mauges-sur-Loire
- Code AIOT : 0006301359
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société Industrielle de Saint Florent (SISF) exploite sur la commune déléguée de Saint-Florent-le-Vieil un établissement de transformation de produits laitiers sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 avril 2011.

### Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2011, article Art. 6.2.1 et Art.6.2.2	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fréquence de surveillance des macropolluants	Arrêté Préfectoral du 28/04/2011, article Art. 9.3 + Art. 7.2 en Annexe de l'AM du 27/02/2020 (MTD)	Sans objet
2	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 28/04/2011, article Art. 4.3.3.5 + Art. 21-II et III de l'Annexe 1 de l'Arrêté Ministériel du 02/02/1998 + Art. 7.2 en Annexe de l'AM du 27/02/2020 (MTD)	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite de la visite de 2025, un plan d'action portant sur un des points à émergence réglementée constaté non-conforme sur les émissions sonores est attendu en vue d'un retour à la conformité au plus vite.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Fréquence de surveillance des macropolluants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/04/2011, article Art. 9.3 + Art. 7.2 en Annexe de l'AM du 27/02/2020 (MTD)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>AP 28/04/2011 Art. 9.3 :</u> L'exploitant procède à une autosurveillance de la qualité des effluents de sa station d'épuration portant sur les paramètres et selon les fréquences minimales définies ci-après : - mesure en continu et enregistrement : débit instantané, pH

<p>- journalière : débit journalier, pH, DCO, - hebdomadaire : MES, DBO5, Azote global, Phosphore total [...]</p> <p><u>AM 27/02/2020 (MTD) Art. 7.2 de l'annexe :</u> Les fréquences de surveillances fixées à l'article 7.2 en Annexe de l'AM du 27/02/2020 (MTD) sont à respecter à compter du 04/12/2023 :</p> <p>- journalière : pH, DCO, MES, Azote global, Phosphore total - mensuelle : DBO5, Chlorures</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une vérification est réalisée sur les déclarations GIDAF des années 2024 et 2025.</p> <p>Le débit journalier rejeté par la STEP est suivi quotidiennement. Les paramètres pH, DCO, MES, Azote global, Phosphore total sont mesurés quotidiennement (analyses en interne). A noter que le paramètre MES était encore mesuré hebdomadairement durant le mois de janvier 2024. La DBO5 est mesurée hebdomadairement et les chlorures sont analysés mensuellement (analyses en externe par un laboratoire accrédité). On note cependant une absence de mesure en décembre 2024 pour les chlorures.</p> <p>Les fréquences de surveillance fixées dans l'AP du 28/04/2011 et dans l'AM du 27/02/2020 pour ces paramètres sont respectées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Respect des VLE

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/04/2011, article Art. 4.3.3.5 + Art. 21-II et III de l'Annexe 1 de l'Arrêté Ministériel du 02/02/1998 + Art. 7.2 en Annexe de l'AM du 27/02/2020 (MTD)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>AP 28/04/2011 Art. 4.3.3.5 :</u> [...] Les effluents respectent également les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Débit maximum instantané : 60 m3/h</li> <li>- Débit maximum sur 24h consécutives : 1 200 m3</li> <li>- pH : 5,5 &lt; pH &lt; 8,5</li> <li>- MES : 30 mg/l et 36 kg/j</li> <li>- DCO : 120 mg/l et 144 kg/j</li> <li>- DBO5 : 30 mg/l et 36 kg/j</li> <li>- Azote global : 30 mg/l et 36 kg/j (20 seuil)</li> <li>- Phosphore total : 2 mg/l et 2,4 kg/j</li> </ul> <p>[...]</p> <p><u>AM 27/02/2020 (MTD) Art. 7.2 de l'annexe :</u> L'exploitant surveille les émissions dans l'eau et respecte les VLE suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- DCO : 125 mg/l (rendement STEP &gt; 95%)</li> <li>- Azote global : 30 mg/l (rendement STEP &gt; 80%)</li> </ul>

[...]

AM 02/02/1998 Art. 21-II et III de l'Annexe 1 :

Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux.

#### Constats :

Sur la période de janvier 2024 à septembre 2025, selon les déclarations GIDAF de l'exploitant, il est constaté :

- Débit maximum autorisé, pH, DCO, DBO5 et NGL : conformité des rejets ;
- MES (mesures journalières) : 1 dépassement de la valeur limite en concentration sans dépassement du double de la valeur limite en décembre 2024 (valeur constaté de 33 mg/l) ;
- P total (mesures journalières) : 3 dépassements de la valeur limite en concentration (maximum constaté de 3,8 mg/l) sur la période de janvier 2024, juin 2025 et août 2025 (épisode de déversement accidentel de soude), et 2 dépassements en flux sur la période d'août 2025 (maximum constaté de 3,50 kg/j).

Pour ces deux paramètres, la tolérance de 10 % de mesures en dépassement est respectée ainsi que le non dépassement du double de la valeur limite.

L'exploitant a, pour chaque dépassement, justifié dans GIDAF les raisons des dépassements ou absence de mesure ponctuelle. En cas de dépassement, l'exploitant met en place les actions correctives immédiatement avec des retours à la conformité rapides.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Niveaux acoustiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/04/2011, article Art. 6.2.1 et Art.6.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruit

#### Prescription contrôlée :

##### Article 6.2.1 :

Les bruits émis par les installations respectent les émergences maximales énoncées ci-après dans les zones à émergence réglementée au sens de l'arrêté du 23 janvier 1997 :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

[...]

**Article 6.2.2 :**

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Emplacements	PERIODE DE JOUR allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	PERIODE DE NUIT allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
En tous points de limite de propriété	63 dB(A)	53 dB(A)

**Constats :**

Les rapports de campagnes de mesures acoustiques d'octobre 2023 et février 2025 ont été transmis préalablement à la visite d'inspection de novembre 2025.

Le rapport d'octobre 2023 conclut à une conformité de l'intégralité des points de mesure en limite de propriété ainsi qu'à une conformité des niveaux acoustiques en zone à émergence sauf pour le point à émergence ZER10 non-conforme en période nocturne (émergence 5,5 dB(A) au lieu de 4 dB(A)). L'exploitant expliquait en mars 2025 qu'il allait mener des investigations avec des sociétés spécialisées dans l'analyse acoustique pour identifier ou confirmer l'origine des émissions sonores pour tenter de comprendre ce phénomène sur le secteur de la ZER10.

Le rapport de février 2025 conclut quant à lui à une conformité des points de mesure en limite de propriété sauf pour les points LdP1 et LdP4 qui sont non-conformes en période nocturne (LdP1 à 60 dB(A) au lieu de 53 dB(A) et Ldp4 à 55 dB(A) au lieu de 53 dB(A)). L'exploitant justifie ces dépassements par le bruit routier extérieur au site perturbant très fortement les niveaux acoustiques lors de la campagne de mesure. Il a par ailleurs dans son rapport réalisé une modélisation par traitement du signal en retirant les pics correspondants aux bruits de passage de véhicule extérieur au site et à proximité du point pour, selon lui, avoir des résultats qui illustrent la réalité des niveaux acoustiques. Les résultats de cette modélisation montrent des niveaux de bruit conformes après traitement des bruits routiers. Concernant les zones à émergence réglementée, les niveaux acoustiques sont conformes sauf pour le point à émergence ZER9 non-conforme en période diurne (émergence 10 dB(A) au lieu de 5 db(A)) et en période nocturne (émergence 6 dB(A) au lieu de 4 dB(A)).

Au vu des non-conformités constatées et de l'ancienneté des données de bruit résiduel utilisées dans les rapports d'octobre 2023 et février 2025 (niveau de bruit résiduel datant de 2020), l'exploitant a fait réaliser une nouvelle campagne de bruit résiduel le 30 septembre 2025. Ce rapport a été transmis avant la visite d'inspection de 2025. L'exploitant a expliqué lors de la visite que le site a été complètement mis à l'arrêt pour ces mesures. La campagne a notamment porté sur les deux points en limite de propriété mesurés non-conformes en période nocturne lors de la campagne de février 2025 (à savoir LdP1 et LdP4) et sur les trois zones à émergence réglementée ZER8, ZER9 et ZER10.

Il en ressort que le niveau de bruit résiduel (donc hors fonctionnement du site) mesuré pour les

points LdP1 et LdP4 dépasse de lui-même le niveau limite de bruit autorisé en période nocturne (respectivement 56 dB(A) et 54dB(A) au lieu de 53 dB(A)) confirmant ainsi que l'ambiance sonore résiduelle est largement impactée par le trafic routier comme mis en avant par l'exploitant dans son rapport de février 2025. Ce trafic peut expliquer certains dépassements des niveaux de bruit ambiant en limite de propriété constatés lors de cette même campagne.

Concernant les zones à émergence, les nouveaux niveaux de bruit résiduel montrent que le point ZER9 s'avère conforme mais que le point ZER10 est quant à lui non-conforme en période nocturne.

Il convient aussi de noter que le rapport de bruit résiduel de 2025 ne précise pas explicitement que le site était à l'arrêt lors de la campagne de mesure.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

→ N'étant pas précisé dans le rapport de mesure du bruit résiduel de 2025, l'exploitant doit confirmer que le site était bien à l'arrêt lors de la campagne de mesure du 30 septembre 2025.

→ Il appartient à l'exploitant d'identifier les causes des dépassements et de prendre les actions nécessaires afin de retrouver des niveaux acoustiques conformes. Un plan d'action portant sur le point ZER10, identifié non-conforme lors des campagnes de 2023 et 2025, est attendu.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois